



Section **FO-DGFiP** de
l'Aisne



COMITE TECHNIQUE LOCAL DU 31 MARS 2014

Monsieur le président,

Le jeudi 20 mars 2014 un agent sur quatre était en grève à la DGFiP.

Ce résultat démontre qu'il existe un contentieux sérieux entre les agents des Finances Publiques et leurs ministres. Contentieux qui ne peut hélas que s'aggraver dans la conjoncture actuelle.

Reçus par Mrs. Moscovici et Cazeneuve, nos représentants nationaux ont entendu un discours convenu sur la qualité des agents et le caractère essentiel des missions de la DGFiP qui s'est conclu sur la maîtrise des dépenses publiques, l'annonce non chiffrée de suppressions d'emplois pour 2015, le maintien de la démarche stratégique et le pacte de responsabilité.

Mépris et dialogue de sourds, voilà ce que nous en retenons aujourd'hui !

Dans sa lettre du 14 février, le Premier Ministre avait eu l'audace de répondre aux syndicats de fonctionnaires que « *pour parvenir à renforcer la confiance de nos concitoyens vis-à-vis des services publics [...] il n'y a qu'une seule méthode, le dialogue social* ». Pourtant, la décision unilatérale vient d'être prise de publier le décret concernant le **nouveau régime indemnitaire de la fonction publique**, nouveau régime rejeté par 7 organisations sur 8, dont **Force Ouvrière**.

« *Des économies et des réorganisations* » indique encore Jean-Marc Ayrault dans le même courrier où il confirme qu'il « *n'y aura pas de baisse du pouvoir d'achat des fonctionnaires* » ni de gel de l'avancement. S'il est aussi convaincu de tels engagements que de l'importance du dialogue social, le pire est à craindre.



Section **FO-DGFiP** de
l'Aisne



Nous nous y attendons, les élections municipales étant maintenant derrière nous, les projets de restructurations, fusions, regroupements des postes et services risquent de sortir du bois pour donner du corps à cette démarche stratégique que Bruno Bézard essaye inlassablement de faire passer pour une grande avancée en termes de modernisation. Le tout avec des taux de promotions plus bas que jamais, alors que nous sommes entrés dans la 5ème année de gel du point d'indice, et que ce ne sera vraisemblablement pas la dernière.

Le Directeur Général n'a pas les moyens de ses grandes ambitions. L'ordre du jour de ce Comité Technique Local en est une nouvelle preuve, avec un budget de misère en baisse de presque 20% depuis deux ans.

C'est une véritable provocation quand on sait dans quelles conditions travaillent les personnels de la DDFiP de l'Aisne, perdant du temps à trouver des toilettes à peu près propres, perdant du temps à éditer le moindre document, perdant du temps à nettoyer leur bureau, perdant du temps à rédiger leur mutation, perdant du temps en formation déontologie, perdant du temps à commander des fournitures sans dépasser 20 euros, perdant du temps à préparer le courrier centralisé, perdant du temps dans Agora Libre Service, perdant du temps à trouver un renseignement dans les méandres de Nausica.

F.O.-DGFiP constate partout le désarroi des collègues, victimes d'une fusion qu'ils n'ont pas souhaitée et qui les malmène chaque jour un peu plus.

Après le système de mutations anxigène et inefficace qu'ils commencent à partager, ils sont désormais bouleversés par une gestion RH « par mail » et sous « Agora », rendant impossible toute transparence sur la lisibilité de leur carrière. Et on ne parle même pas des agents qui, absents du service pour une raison ou pour une autre, se trouvent isolés de toute l'actualité qui les concerne, y compris à titre individuel.



Section **FO-DGFiP** de
l'Aisne



Revenons à ce CTL, où le seul point de l'ordre du jour pour lequel vous demandez l'avis des organisations syndicales est l'approbation des précédents PV, il est le reflet du dialogue social qui a été instauré dans ce département depuis plusieurs années et que vous semblez vouloir faire perdurer, c'est à dire proche du zéro absolu !

Autre sujet de mécontentement, la restructuration des locaux de la DDFiP. Sur ce dossier, votre stratégie a semblé être celle de lancer le pavé dans la marre et d'aviser en fonction des remous, mal vous en a pris puisqu'il aura fallu l'intervention des OS pour que vous changiez votre fusil d'épaule et consentiez à entendre les agents concernés avant de vous lancer dans cette vaste réorganisation, qui pour le moment s'apparente à un grand jeu de chaises musicales !

Pour toutes ces raisons, et dans la continuité des actions engagées les élus **F.O.-DGFiP** refusent de siéger aujourd'hui.